

Lieu historique national du Canada de Lower Fort Garry

Conservation de bâtiments et de terrains patrimoniaux

Modèle de plan de protection de l'environnement

N° de projet du client : 1603

N° de projet : 189-00014-00

Date :

Nom de l'entreprise :

Table des matières

1. Introduction	3
2. Emplacement et étendue des travaux.....	3
3. Répercussions du PPE sur le calendrier	4
4. Dessins de situation	5
5. Coordonnées.....	5
6. Sensibilisation des travailleurs au PPE.....	6
7. Cadre réglementaire en matière d'environnement.....	6
8. Problèmes environnementaux potentiels et répercussions.....	7
9. Mesures d'atténuation propres au projet	7
Mesures d'atténuation générales relatives à la gestion de projet	7
Mesures d'intervention et d'atténuation en cas de déversement de contaminants.....	8
Mesures d'atténuation et de gestion du terrassement, de l'érosion et des sédiments	10
Mesures d'atténuation relatives à la faune, aux espèces menacées et aux oiseaux migratoires.....	13
Mesures d'atténuation et de gestion des déchets	14
10. Suivi et production des rapports.....	15
11. Coordonnées en cas d'urgence.....	16

1. Introduction

Le présent plan de protection de l'environnement (PPE) décrit les mesures et les responsabilités liées à la protection de l'environnement propre au chantier au cours de la mise en œuvre du projet. Il vise à assurer que les engagements et les mesures d'atténuation environnementales indiquées dans le devis sont compris et mis en œuvre de façon adéquate par tous les employés de l'entrepreneur. Le PPE contient des directives précises et directes visant à obtenir les résultats environnementaux escomptés dans les mesures d'atténuation.

Tout au long du document, vous trouverez des parties de texte en caractères rouges et en italiques. Vous devrez ajouter des renseignements sur l'entreprise à ces endroits.

2. Emplacement et étendue des travaux

Le lieu historique national (LHN) du Canada de Lower Fort Garry est un ancien poste de traite de la Compagnie de la Baie d'Hudson situé au pied de la rivière Rouge, près de la municipalité de Selkirk, au Manitoba. Il a été désigné lieu national historique en 1950, parce que c'est en ce lieu que fut signé le Traité n° 1 entre les Ojibways et les Cris des marécages du Manitoba et la Couronne, parce que son ensemble de bâtiments en pierre utilisés dans le cadre de la traite des fourrures est un bel exemple de l'architecture qui prévalait à cette époque et parce que ce fut un important centre d'approvisionnement au temps de la traite des fourrures dans l'Ouest du Canada.

Le contrat prévoit notamment la restauration et la remise en état de divers bâtiments du lieu historique national du Canada de Lower Fort Garry.

- Les bâtiments suivants feront l'objet de travaux de restauration :
- la Grande Maison;
- l'entrepôt de fourrures;
- le centre d'accueil et l'abri de pique-nique;
- le musée;
- la maison des hommes;
- l'entrepôt;
- la maison du régisseur (maison Fraser);
- le cottage Ross;
- le bureau du médecin;
- le bureau de l'Administration (maison Simkin);
- le Grand entrepôt.

Un appel d'offres distinct portera sur les travaux de restauration du lieu, notamment :

- la stabilisation des berges le long du ruisseau Monkman;
- un nouvel escalier menant au ruisseau Monkman;
- la refonte des sentiers;
- des travaux liés aux ponceaux et aux ponts au ruisseau Monkman; et

- le rétablissement du relief en vue du drainage du site.

Le présent PPE de nature générale touche aux deux composantes du projet. L'entrepreneur est tenu d'inscrire les renseignements dans ce modèle avant le lancement du projet. Parcs Canada a intégré, dans le présent PPE, des renseignements et des mesures d'atténuation propres au lieu, dont certains sont de nature très générale et d'autres seront propres au projet et à l'emplacement.

Les activités du projet comprennent :

- le raclage de l'ancienne peinture et le peinturage des surfaces;
- l'excavation des puisards et des canalisations d'évacuation;
- l'installation de puisards et le raccordement de drains de puisard aux bassins collecteurs;
- le travail de maçonnerie;
- la démolition, la reconstruction et la réparation des éléments des structures de bois;
- le travail de bétonnage; et
- les travaux d'électricité, de plomberie, de CVCA et de mécanique.

Les travaux de restauration du lieu comprennent :

- l'excavation et la stabilisation des talus;
- l'aménagement paysager en vue de régler les problèmes de drainage;
- le retrait et le talutage du sentier asphalté;
- la reconstruction du sol et des escaliers en bois; et
- des travaux de bétonnage et sur le bois.

Tout au long du projet, il sera nécessaire d'assurer la gestion des déchets, des liquides et des autres produits dangereux ou toxiques et non dangereux, de l'érosion et des problèmes de sédimentation, du bruit, de la qualité de l'air et de la protection des plantes et des animaux.

3. Répercussions du PPE sur le calendrier

Les bâtiments qui abritent l'entrepôt de fourrures et le musée sont utilisés par les martinets ramoneurs. La cheminée la plus à l'ouest de l'entrepôt de fourrures sert de nidification, tandis que la cheminée la plus à l'ouest du musée sert d'habitat de repos. Ces cheminées sont le lieu de résidence des martinets ramoneurs, et il est illégal d'endommager leur lieu de résidence. **Prévoir le début des travaux sur ces deux toits après la deuxième semaine de juillet. Ne pas travailler sur le toit de la cheminée ni sur celle-ci avant le milieu d'août.**

Ne pas travailler dans un rayon de cinq (5) mètres des cheminées du côté ouest du toit de l'entrepôt de fourrures et du musée avant la mi-août.

Il est interdit de perturber les hirondelles rustiques dont le nid est actif. **Retarder tous les travaux à effectuer à proximité d'un nid actif d'hirondelles rustiques jusqu'à ce que les jeunes hirondelles aient quitté le nid.**

Le terrassement près du ruisseau Monkman ne peut être effectué avant le gel du sol, à la fin de 2018.

4. Dessins de situation

Des croquis liés aux mesures de protection de l'environnement devront se trouver sur les lieux, à un endroit auquel tous les travailleurs auront accès. Un jeu de dessins doit également être joint au présent PPE et remis à Parcs Canada. Ces dessins doivent indiquer :

- les emplacements des trousse d'intervention en cas de déversement;*
- les zones écosensibles pour les martinets ramoneurs et les hirondelles rustiques;*
- la disposition générale du site, y compris les aires de stationnement ou de rassemblement;*
- les aires de contrôle de l'érosion et de la sédimentation;*
- les lieux de stockage de divers types de déchets; et*
- les zones désignées pour les activités de construction, où il faut porter de l'équipement de protection individuelle.*

5. Coordonnées

Le tableau suivant dresse la liste des personnes chargées de mettre en œuvre les mesures d'atténuation décrites dans le présent PPE.

Inscrivez, dans le tableau ci-dessous, le nom et les coordonnées des représentants de l'entrepreneur chargés de mettre en œuvre le PPE.

Tableau 1 – Personnes responsables de la mise en œuvre des mesures d'atténuation décrites dans le PPE

Nom	Organisation/entreprise	Responsabilités	Coordonnées
	Agence Parcs Canada	Gestionnaire de projet	5925, rte 9, St. Andrews (MB) R1A 4A8
	Agence Parcs Canada	Évaluation et suivi des répercussions sur l'environnement	145, av. McDermot, Winnipeg (MB) R3B 0R9
	Agence Parcs Canada	Agent des services techniques – gestion des installations du lieu historique national du Canada de LFG	5925, rte 9, St. Andrews (MB) R1A 4A8

6. Sensibilisation des travailleurs au PPE

Décrivez la stratégie de l'entrepreneur afin d'assurer que les membres de son personnel connaissent le contenu du PPE et les problèmes environnementaux qui sévissent sur le lieu d'exécution des travaux et qu'ils ont reçu la formation adéquate pour mettre en œuvre le PPE.

Indiquez le nom et les compétences des personnes chargées de la formation du personnel.

Décrivez le programme de formation en matière de protection de l'environnement de votre entreprise.

Plus particulièrement, cette section devrait comprendre, entre autres, les éléments décrits ci-dessous :

- *stratégie de formation des travailleurs avant les travaux;*
- *stratégie de communication du PPE pour les travailleurs, par exemple :*
 - *examen des problèmes environnementaux et des mesures à prendre lors de la réunion de lancement des travaux de construction et des réunions subséquentes.*

7. Cadre réglementaire en matière d'environnement

Respecter :

- la *Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs* et la *Loi sur les espèces en péril* dans le cadre de travaux se déroulant chaque année entre la mi-avril et la mi-août;
 - la *Loi de sur la convention concernant les oiseaux migrateurs* (1994) interdit la perturbation et la destruction de nids et d'œufs d'oiseaux migrateurs. Respecter les périodes de nidification;
 - la liste des dates de nidification des oiseaux nicheurs ainsi que des zones tampons requises peut être consultée à : <http://www.birdatlas.mb.ca/download/safedates.pdf>;
- la *Loi sur les espèces en péril* (2002) exige la prise en considération des effets nocifs potentiels sur une espèce inscrite et de la nature de ces effets;
 - le LHNC de LFG abrite des martinets ramoneurs (*Calcarius ornatus*), une espèce en péril, et des hirondelles rustiques (*Hirundo rustica*), une espèce menacée. Les deux espèces bénéficient d'une protection spéciale en vertu de la *Loi sur les espèces en péril*;
- la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (1999);
- la *Loi sur le transport des marchandises dangereuses* (1992).

Définitions

Pollution et dommages à l'environnement : Présence d'éléments ou d'agents chimiques, physiques ou biologiques qui ont un effet nuisible sur la santé et le bien-être des personnes, qui altèrent les équilibres écologiques importants pour les humains et qui constituent une atteinte aux espèces jouant un rôle important pour ces derniers ou qui dégradent les caractères esthétique, culturel ou historique de l'environnement.

Protection de l'environnement : Prévention ou maîtrise de la pollution et de la perturbation de l'habitat et de l'environnement durant la construction.

8. Problèmes environnementaux potentiels et répercussions

Les problèmes environnementaux potentiels liés au projet et les répercussions qui pourraient s'ensuivre sont les suivants :

- déversement de matières dangereuses ou toxiques utilisées par l'entrepreneur pendant le projet;
- érosion du sol des zones exposées où auront lieu des travaux de drainage et le long du ruisseau Monkman;
- déplacement de sédiments vers le ruisseau Monkman, la rivière Rouge ou l'installation de traitement des eaux usées;
- contamination des sols causée par le plomb dans la peinture écaillée;
- répercussions sur les oiseaux migrateurs nicheurs;
- répercussions sur les espèces en péril (martinets ramoneurs et hirondelles rustiques);
- problèmes de gestion des déchets;
- répercussions sur le sol et la végétation des lieux.

9. Mesures d'atténuation propres au projet

Mesures d'atténuation générales relatives à la gestion de projet

- 1) Baliser clairement le chantier et les zones restreintes à l'aide de piquets, de ruban de signalisation biodégradable ou d'autres objets pour minimiser l'empreinte écologique; ces éléments devront être retirés à la fin du projet.
- 2) Sur une parcelle déjà perturbée (p. ex. route, surface en gravier, zone perturbée à forte résilience), délimiter les aires de stationnement et de rassemblement du matériel et de l'équipement et en préciser la durée d'utilisation ou les faire approuver par le personnel désigné de Parcs Canada.
- 3) Utiliser des routes, des sentiers, des aires perturbées ou d'autres parcelles approuvées par le personnel désigné de Parcs Canada pour accéder au chantier, s'y déplacer et y réaliser des travaux de construction.
- 4) Choisir de l'équipement adapté à la nature du travail à exécuter (p. ex. éviter d'utiliser de la machinerie lourde si des outils manuels ou de petites machines peuvent convenir).
- 5) Avant l'arrivée sur le chantier, veiller à ce que l'équipement soit correctement réglé, propre et exempt de contaminants, en bon état de marche, exempt de fuites (carburant, huile ou graisse) et doté de pare-étincelles et de dispositifs anti-émissions standards.
- 6) Le nettoyage d'outils et d'équipement doit être effectué à l'extérieur du lieu. Lorsqu'il doit être effectué sur le chantier, il doit se faire dans une zone appropriée, à au moins 30 mètres d'un cours d'eau.

- 7) Veiller à ce que la machinerie arrive sur place dans un bon état de propreté, exempt de fuites, d'espèces envahissantes, de mauvaises herbes nuisibles et de terre provenant de l'extérieur du lieu des travaux.
- 8) Délimiter la zone des travaux; marquer clairement les limites de la zone de construction active, ainsi que les accès et les sorties en cas d'évacuation.

Décrivez comment vous protégeriez la surface du sol si vous utilisiez des échafaudages ou de l'équipement lorsqu'il y a risque de déversement, etc. (p. ex. sans bandes, matelas, panneaux de contreplaqué, bâches, constructions hivernales, etc).

Mesures d'intervention et d'atténuation en cas de déversement de contaminants

Toutes les mesures énumérées ci-dessous doivent être suivies. Si des renseignements sur ce projet et sur la manière dont vous exécutez le projet en tant qu'entrepreneur doivent être ajoutés pour plus de clarté, veuillez le faire.

Le plan d'intervention en cas de déversement devra comprendre les renseignements qui suivent :

- a) Une liste des produits et matières considérés ou définis comme étant dangereux ou toxiques pour l'environnement. Ces produits comprennent notamment les agents imperméabilisants, les coulis, le ciment, les agents de finition du béton, les matériaux de membrane en caoutchouc coulé à chaud, le ciment bitumineux, les agents décapants, la peinture, les solvants, les hydrocarbures et les fluides hydrauliques;*
 - b) fournir des renseignements sur les trousse d'intervention en cas de déversement des produits et des matières stockés et utilisés sur le chantier;*
 - c) décrire le format, le type et l'emplacement des trousse d'intervention en cas de déversement. Des trousse d'intervention en cas de déversement pouvant traiter une capacité de 110 % du plus vaste déversement envisagé, et maintenues en bon état seront fournies sur les lieux où s'effectuent le ravitaillement, la lubrification et les réparations. Le personnel du chantier doit savoir où se trouvent ces trousse et doit être formé à leur utilisation;*
 - d) les procédures d'intervention en cas de déversement;*
 - e) les procédures de signalisation en cas de déversement;*
 - f) la gestion et l'élimination des matières recueillies lors du déversement.*
- 1) Respecter les exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) et les directives des fiches signalétiques (FS) concernant l'utilisation, la manipulation et le stockage des matériaux et produits.

- 2) S'assurer que tous les travailleurs sur place reçoivent une séance d'information sur le plan d'intervention en cas de déversement et qu'ils connaissent l'emplacement et l'utilisation des trousse de déversement et en cas de déversement des dispositifs de confinement.
- 3) Manipuler et stocker les produits afin qu'ils ne soient pas endommagés, altérés ni salis, et en suivant les instructions du fabricant, le cas échéant.
- 4) Respecter tous les règlements et codes applicables sur la gestion et la manipulation des déchets dangereux.
 - a) Répertoire toutes les substances dangereuses ou toxiques et les manipuler conformément à la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*, à la *Loi sur le transport des matières dangereuses* et au *Règlement sur le système d'information relatif aux matières dangereuses dans le lieu de travail*.
 - b) Éliminer toutes les matières contaminées dans des décharges accréditées par le gouvernement provincial et situées à l'extérieur du parc.
- 5) Les produits pétrochimiques, les peintures et les produits chimiques doivent être stockés à au moins 30 mètres des plans d'eau et, s'ils sont rangés pendant la nuit, ils doivent être immobilisés.
- 6) Si des matières potentiellement dangereuses (produits à base de ciment, matériaux d'étanchéité ou peintures) sont utilisées sur le site, l'entrepreneur doit veiller à ce que les matériaux amorphes, les composés mélangés et les eaux de lavage ne soient pas déversés dans un cours d'eau ou sur le sol. Des mesures de prévention des déversements dans l'environnement peuvent être utilisées, notamment des plateaux collecteurs ou plateaux d'égouttage, des bermes revêtues de matériaux occlusifs comme du plastique et une couche de sable et des réservoirs de carburant à double paroi.
- 7) Il incombe au promoteur du projet d'assumer les coûts engendrés par un déversement (contrôle, nettoyage, élimination des contaminants et restauration du chantier à son état initial). Le chantier sera inspecté pour vérifier le respect intégral des normes prévues, d'une manière que Parcs Canada juge satisfaisante.
- 8) Le ravitaillement doit être effectué sur un tapis à carburant imperméable avec une berme ou dans un contenant.
- 9) Les fuites et les déversements survenant pendant le ravitaillement doivent être nettoyés et les matériaux contaminés doivent être éliminés de manière appropriée. Le carburant ne doit jamais être rejeté dans l'environnement ou déversé dans un plan d'eau.
- 10) Les machines doivent être stockées, entretenues et ravitaillées sur une surface plane, à l'extérieur de la limite du feuillage¹ des arbres et à au moins 30 m des plans d'eau, mesurés à partir de la ligne des hautes eaux. Augmenter la zone tampon en fonction du niveau de risque et des conditions propres au site.
- 11) Un plan d'intervention en cas de déversement conforme à tous les règlements fédéraux et provinciaux en vigueur devra être préparé. Il précisera les questions liées au stockage des matières,

¹ La zone définie par la circonférence la plus à l'extérieur du couvert forestier où l'eau s'écoule vers le sol.

à la sécurité, à la manipulation, à l'utilisation et à l'élimination des contenants vides ainsi que des surplus de produits ou des déchets produits par l'application de ces produits.

- 12) Intervention en cas de déversement (c.-à-d. confinement, nettoyage, élimination des matières contaminées, etc.). Tous les déversements doivent être confinés et nettoyés dès qu'il est possible de le faire en toute sécurité. En cas de déversement important, tous les autres travaux doivent cesser jusqu'à ce que le déversement ait été confiné et nettoyé adéquatement. Tous les contaminants doivent être récupérés à la source et éliminés conformément aux lois, aux politiques et aux règlements en vigueur. Le site sera inspecté par le personnel de Parcs Canada pour que l'on puisse s'assurer que les normes sont respectées.
- 13) Procédure de signalisation en cas de déversement
 - a) Signaler immédiatement le déversement au personnel désigné et à la personne à contacter en cas d'urgence de Parcs Canada.
 - b) En cas de déversement important, appeler la première personne à contacter des autorités.
- 14) Liste à jour des coordonnées des personnes à contacter en cas d'urgence, y compris les coordonnées pour le signalement des déversements. *(Inscrivez d'autres coordonnées en cas d'urgence dans la liste de la section 11.)*

Mesures d'atténuation et de gestion du terrassement, de l'érosion et des sédiments

Un plan de contrôle de l'érosion et de la sédimentation sera requis pour tous les travaux de terrassement. Les mesures d'atténuation suivantes doivent être intégrées au plan de contrôle de l'érosion et de la sédimentation.

- 1) Élaborer un plan de restauration qui fera partie intégrante de la portée et du devis du projet avant de faire approuver le projet.
- 2) Arroser les matériaux secs et recouvrir les déchets afin d'éviter que le vent soulève la poussière ou entraîne les débris. Au besoin, pour protéger les bâtiments du patrimoine de la poussière excessive, limiter les émissions de poussière sur les routes utilisées par les travailleurs sur place (y compris les routes temporaires).
- 3) Pour l'écoulement de l'eau à travers une zone de sols exposés ou pompée d'une zone excavée, prévoir un bassin de décantation ou une piscine pour s'assurer que les sédiments ne sont pas introduits dans la station d'épuration ou simplement drainés.
- 4) Les matières organiques (p. ex. terre végétale, matériaux d'emprunt et de remblai, gravier) prélevées sur le chantier de construction ne devront pas être utilisées dans d'autres parties du lieu patrimonial protégé à moins d'en avoir obtenu l'approbation du personnel désigné de Parcs Canada.
- 5) Minimiser les perturbations du sol et l'enlèvement de la végétation dans la mesure du possible.
- 6) Réduire à un minimum la surface de sol exposée (p. ex. recouvrir les matières stockées de bâches, planter des espèces indigènes, déposer du paillis naturel ou des couvre-sol).

- 7) Stabiliser les parcelles perturbées et les reverdir aussitôt que possible avec des plantes indigènes, de la terre et des mélanges de graines approuvés par le personnel désigné de Parcs Canada. Si la saison de croissance est trop avancée, stabiliser le terrain pour empêcher l'érosion et attendre au printemps suivant pour rétablir la végétation.
 - a) Si des tapis anti-érosion ou d'autres matériaux anti-érosion sont nécessaires, n'utiliser que des matériaux entièrement biodégradables.
- 8) Surveiller les parcelles perturbées et reverdies jusqu'à ce que le personnel désigné de Parcs Canada établisse que la végétation indigène y pousse bien et de prévenir la propagation d'espèces exotiques envahissantes.
- 9) Excavation
 - a) Les matériaux seront placés dans des sites de stockage ou au niveau du sol sans causer de déversement en dehors de limites de la zone de travail. Les matériaux qui tomberont par inadvertance en dehors des limites de la zone de travail seront retirés rapidement, en prenant garde de ne pas endommager les arbres ou la végétation.
 - b) Toutes les mesures de contrôle de l'érosion et des sédiments doivent être en place avant d'entreprendre des travaux près des rivières, des plans d'eau, des cours d'eau et des terres humides.
 - c) Des précautions particulières peuvent devoir être prises durant les travaux d'excavation effectués à proximité de canaux de drainage intermittents ou actifs.
 - d) Les plans d'excavation doivent être comparés aux inventaires des ressources archéologiques locales, dans la mesure du possible. Si ces inventaires ne sont pas disponibles pour la zone du chantier, il pourrait être nécessaire de mener une évaluation du potentiel archéologique (EPA) afin de déterminer le potentiel archéologique de la zone visée. Selon les résultats de l'EPA, une évaluation des impacts sur les ressources archéologiques pourrait être requise. Il serait plus rapide et plus économique de soumettre les plans au groupe d'archéologie terrestre de Parcs Canada avant de réaliser les travaux d'excavation afin de déterminer les mesures qu'il convient d'adopter.
 - e) En cas de découverte de ressources culturelles (p. ex. ressources archéologiques), interrompre les travaux immédiatement et aviser le directeur de projet de l'APC.
 - f) Limiter au minimum les changements à la surface du sol qui modifient ses caractéristiques d'infiltration et de ruissellement et maintenir ou rétablir un drainage de surface efficace à la fin du projet.
 - g) Remblayer et compacter les excavations dès que possible. Optimiser le degré de compactage de manière à minimiser l'érosion et à permettre la reprise de la végétation.
 - h) Tous les fossés ou les tranchées non surveillés durant la nuit doivent être clôturés ou couverts pour la sécurité du public et afin d'éviter que des animaux sauvages n'y soient piégés.
- 10) Décapage du sol

- a) Enlever la couche de terre végétale par temps sec dans la mesure du possible.
 - b) Le sol ne sera pas dégagé à l'extérieur de la zone délimitée du chantier ou à moins d'un mètre de distance de la ligne du couvert de la forêt existante.
 - c) Advenant l'arrêt du programme de travail en raison du mauvais temps (p. ex. conditions hivernales défavorables à la construction, pluies abondantes, retards de construction, etc.) des mesures de contrôle de l'érosion des sols nus ou des tas de matériaux de déblai seront nécessaires.
 - d) Récupérer la terre végétale de tous les sites d'excavation aux fins de la remise en état.
 - e) En général, les premiers 15 cm de sol sous la motte d'herbe, le cas échéant, constituent la terre végétale. Si la profondeur de cette couche excède 15 cm, récupérer la totalité de la terre végétale.
- 11) La restauration de la végétation est plus efficace si l'ensemencement s'effectue à l'automne; la scarification complète de la graine s'effectue durant l'hiver et l'humidité requise est présente. L'ensemencement effectué au printemps et en début d'été donnera aussi des résultats; dans ce cas, il faudra envisager l'utilisation de graines nécessitant une période de scarification moins longue. Les transplantations donneront de meilleurs résultats au printemps et à l'été et exigeront un arrosage approprié.
- 12) Semis
- a) Choisir des lots de semences en fonction de la variété et de la qualité des espèces indigènes (garantis sans graines de mauvaises herbes et composés de graines d'une grande pureté et d'un bon potentiel de germination) et consulter l'agent d'évaluation des impacts.
 - b) Exclure tout lot de semence contenant des graines de culture non souhaitées ou des espèces de mauvaises herbes.
 - c) Utiliser des mélanges de graines indigènes approuvés élaborés en fonction des conditions particulières d'un site et des différentes latitudes.
 - d) Semer et stabiliser (p. ex. paillis ou agent poisseux) les zones de terre nue dès que possible après la perturbation, de préférence dès qu'une zone significative a été nivelée de façon définitive et avant le prochain épisode de pluie. Si les semis risquent de périr en raison d'une gelée automnale, stabiliser le sol jusqu'à ce que les conditions soient propices à la croissance.
 - e) Utiliser du gazon en plaques dans les zones à forte circulation ou dans les endroits qui nécessitent un contrôle supplémentaire de l'érosion. Rechercher du gazon cultivé à partir d'espèces indigènes (souvent appelé « fétuque ») et s'assurer que l'ancrage est adéquat et que le dispositif d'arrosage est en place.
 - f) Ensemencer de façon temporaire si la période d'ensemencement propice à la végétation permanente est passée.
 - g) Employer un mélange de graines qui convient au climat, au sol et aux conditions de drainage du site.

- h) Semer à une fréquence appropriée au mélange de graines, à la méthode d'ensemencement et à l'état de la végétation existante.
- i) Procéder à un ensemencement à la volée lorsque le vent est calme. L'ensemencement hydraulique est acceptable lorsque l'accès est possible.
- j) Éviter l'utilisation d'engrais afin de limiter la croissance de la végétation non indigène et de permettre aux espèces locales d'utiliser les nutriments disponibles.
- k) Au besoin, utiliser du thé de compost préparé à partir de souches de mycorhizes locales pour favoriser la croissance des plants.

Mesures d'atténuation relatives à la faune, aux espèces menacées et aux oiseaux migratoires

- 1) Les travailleurs sur place doivent être mis au courant de la présence de martinets ramoneurs (*Calcarius ornatus*), une espèce en voie de disparition, et des hirondelles rustiques (*Hirundo rustica*), qui est une espèce menacée, et signaler immédiatement tout cas d'espèce en péril au personnel de Parcs Canada.
- 2) Ne jamais approcher ou harceler des animaux sauvages (p. ex. nourrissage, appâtage, leurres).
- 3) Exercer un contrôle des matières qui risquent d'attirer les animaux (p. ex., produits pétroliers, aliments et déchets). Éviter ou interrompre les activités qui attirent ou dérangent les animaux sur place.
- 4) Si on trouve un nid lors des relevés précédant les travaux, la zone végétalisée sera laissée intacte avec un tampon d'arbustes et d'arbres de taille convenable autour de celle-ci jusqu'à ce que les oisillons aient pris leur envol et quitté le nid. Taille de l'espèce tampon dépendante, à déterminer en consultation avec l'agent d'analyse d'impact de l'APC et consultation <http://www.birdatlas.mb.ca/download/safedates.pdf>.
- 5) Si des nids, des tanières ou des perchoirs inoccupés auparavant inconnus sont découverts pendant les travaux du projet, cesser les travaux et communiquer immédiatement avec le personnel désigné de Parcs Canada pour obtenir des directives.
- 6) Respecter la *Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs* et la *Loi sur les espèces en péril* dans le cadre de travaux se déroulant chaque année entre la mi-avril et la mi-août.
 - a) La *Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs* interdit de déranger ou de détruire les oiseaux migrateurs, leurs nids ou leurs œufs. Respecter les périodes de nidification.
 - b) Aviser Parcs Canada si un nid actif ou un nid indiqué (comportement indiquant une nidification comme agression, distraction ou comportement territorial, transport de sacs fécaux, de matériel de nidification ou de nourriture) se trouve en dehors de la saison de reproduction et de nidification. Protéger les nids actifs et indiquer avec un tampon approprié à l'espèce conformément à l'Atlas des oiseaux nicheurs du Manitoba – Dates d'attente <http://www.birdatlas.mb.ca/download/safedates.pdf>.

- 7) La *Loi sur les espèces en péril* protège les nids et les jeunes individus des espèces inscrites. LFG abrite des martinets ramoneurs (*Calcarius ornatus*), une espèce en péril, et des hirondelles rustiques, une espèce menacée. Les deux espèces bénéficient d'une protection spéciale en vertu de la *Loi sur les espèces en péril*.
- a) Travailler avec l'agent d'évaluation d'impact de Parcs Canada pour déterminer quand il est sécuritaire de commencer les travaux là où des espèces en péril sont présentes ou si l'habitat des oiseaux migrateurs peut être touché.
 - b) Les bâtiments qui abritent l'entrepôt de fourrures et le musée sont utilisés par les martinets ramoneurs. La cheminée la plus à l'ouest de l'entrepôt de fourrures sert de nidification, tandis que la cheminée la plus à l'ouest du musée sert d'habitat de repos. Ces cheminées sont le lieu de résidence des martinets ramoneurs, et il est illégal d'endommager leur lieu de résidence. Prévoir le début des travaux sur ces deux toits après la deuxième semaine de juillet. Ne pas travailler sur le toit qui comporte la cheminée ni sur celle-ci avant le milieu d'août.
 - c) Ne pas travailler dans un rayon de cinq (5) mètres des cheminées du côté ouest du toit de l'entrepôt de fourrures et du musée avant le milieu d'août.
 - d) Il est interdit de perturber les hirondelles rustiques dont le nid est actif. Retarder tout travail à effectuer à proximité d'un nid actif d'hirondelles rustiques jusqu'à ce que les jeunes hirondelles aient quitté le nid.

Mesures d'atténuation et de gestion des déchets

- 1) Suivre les mesures de gestion des déchets décrites dans les sections 01 74 11, Nettoyage et 01 74 21, Gestion et élimination des déchets de construction et de démolition.
- 2) Contenir et stabiliser les déchets (p. ex. les déchets et les matériaux de construction, la végétation) à au moins 30 m d'un plan d'eau.
- 3) S'il y a lieu, entretenir régulièrement les installations sanitaires portatives et éliminer les déchets accumulés dans une installation d'élimination appropriée. Les installations doivent avoir une capacité suffisante et être gérées de façon à éviter que des déchets ne soient rejetés dans l'environnement.
- 4) Respecter tous les règlements et codes applicables sur la gestion et la manipulation des déchets dangereux.
 - a) Répertorier toutes les substances dangereuses ou toxiques et les manipuler conformément à la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*, à la *Loi sur le transport des matières dangereuses* et au *Règlement sur le système d'information relatif aux matières dangereuses dans le lieu de travail*.
 - b) Éliminer tous les matériaux contaminés dans des décharges agréées par le gouvernement provincial et situées à l'extérieur du parc.
- 5) Nettoyage du chantier et élimination des déchets
 - a) Nettoyer les outils et le matériel en dehors du site pour prévenir le rejet d'eaux de lavage pouvant contenir des substances délétères.

- b) Dans la mesure du possible, balayer les matériaux épars et les débris. Éliminer comme il se doit à l'extérieur du lieu tout matériau qui pourrait poser un risque de contamination du sol, des eaux de surface ou des eaux souterraines.
 - c) Les matériaux de construction, les matériaux échangés, les déchets dangereux et les déchets domestiques ne doivent en aucun cas être brûlés, enterrés ou mis au rebut sur le chantier de construction ou dans un quelconque autre lieu patrimonial protégé de Parcs Canada. Ces déchets seront confinés et enlevés, en temps opportun et de la façon prescrite, et éliminés dans un site d'enfouissement de déchets approprié situé en dehors du lieu patrimonial protégé de Parcs Canada. Les récipients de stockage des déchets de construction doivent être vidés lorsqu'ils sont pleins à 90 %. Les récipients de stockage devront avoir des couvercles et être à l'épreuve des animaux s'ils contiennent des substances attractives, et les chargements de déchets seront recouverts durant le transport.
 - d) Enlever du site les matériaux de déblai excédentaires lorsqu'ils ne peuvent être utilisés pour le nivellement final du terrain. Des dispositions particulières à chaque site doivent être prises concernant les lieux d'élimination et les procédures à suivre pour les morts-terrains.
- 6) Pourvoir tous les chantiers de construction de conteneurs adéquats pour le stockage temporaire et sécuritaire des déchets dangereux, lesquels doivent être séparés par catégorie.

10. Suivi et production des rapports

L'entrepreneur devrait désigner une personne comme étant la principale personne responsable du suivi de tout problème découlant des mesures d'atténuation prévues dans le présent PPE. Le personnel de Parcs Canada fera le suivi du travail sur le projet pour diverses questions et préoccupations potentielles. Il est prévu que l'entrepreneur disposera également d'une méthode de suivi et d'établissement de rapports pour tous les problèmes qui pourraient survenir. Veuillez décrire les mécanismes de suivi et d'établissement de rapports utilisés. Si vous avez des formulaires que vous utilisez, veuillez en joindre une copie.

Les plans de suivi doivent décrire:

- *les éléments à surveiller et la fréquence des suivis, pendant et après la construction. Le suivi après la construction devrait évaluer le succès des mesures d'atténuation et déterminer quelles autres mesures de remise en état pourraient être requises;*
- *qui effectuera le suivi et ses qualifications, ou si elle est inconnue, les qualifications que le contrôleur exigera;*
- *l'autorisation du contrôleur d'interrompre les travaux ou d'apporter des changements pour éviter ou réduire les répercussions. Cette autorisation doit être fournie par écrit;*
- *la procédure de déclaration lorsque le suivi détermine qu'une mesure corrective est nécessaire;*
- *la procédure d'approbation après l'assainissement.*

Joindre le formulaire de suivi en annexe dans le présent PPE.

11. Coordonnées en cas d'urgence

Les coordonnées locales pour les interventions en d'urgence figurent dans le tableau suivant.

Fournissez des renseignements sur la façon dont votre entreprise mettra en œuvre un plan d'intervention d'urgence. Ces renseignements doivent porter sur ce qui suit :

- incendies – inscrire des renseignements sur la façon dont les substances inflammables seront stockées et documentées afin que des renseignements puissent être fournis immédiatement au service d'incendie;*
- déversements – petits et importants – renseignements sur la façon dont les travailleurs seront protégés contre les dommages potentiels lors de la gestion d'un déversement. Inscrivez des renseignements sur qui serait appelé, la procédure de nettoyage d'un déversement, comment les matières seraient manipulées et éliminées, et comment cela serait documenté et signalé.*

Tableau 2 – Liste des coordonnées en cas d'urgence

Question	Nom	Numéro
Services d'urgence – service d'incendie, ambulance, service de police		911
Coordonnées pour appels non urgents		
Hôpital	Centre régional de santé de Selkirk 120, prom. Easton, Selkirk (MB)	204-482-5800
Service de police	GRC 1019, av. Manitoba, Selkirk (MB)	204-482-1222
Service d'incendie	Caserne de pompiers de St. Andrews 5610, rte 9, St. Andrews	204-757-4748
Déversements	Agents d'évaluation des impacts – Harv Sawatzky	204-984-8604 ou 204-481-1006
	<i>Inscrivez le nom de l'entreprise</i>	<i>Numéro(s)</i>
Hydro Manitoba	Ligne téléphonique d'urgence 24 heures sur 24	1-888-474-0707
Organisation des mesures d'urgence		204-945-4722
Signalements à Conservation et Gestion des ressources hydriques du Manitoba	Ligne téléphonique d'urgence 24 heures sur 24	204-945-4888